

Les Nouvelles

Mensuel édité par
la Fédération de
Loire-Atlantique du
Parti Communiste
Français

de Loire-Atlantique

Pour tout Renseignement
02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

Numéro 1034

15 juin 2020

prix: 0,70 €

2^{ÈME} TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Municipales 2020



Les enjeux du second tour **2**



Santé



Le jour d'après... dès le 16 **3**

Discriminations



La police en question **3**

LES ENJEUX EN LOIRE-ATLANTIQUE

Edito de Veronique MAHE



Le 15 mars dernier, 30 000 communes au plan national ont élu leurs conseils municipaux.

Ce scrutin s'est déroulé dans des conditions particulières liées à la crise sanitaire laissant penser que sa sincérité en a été faussée.

Avec à peine 45 % de participation, soit 20 points de moins qu'en 2014, l'élément marquant est le taux d'abstention historique.

A l'issue de ce 1er tour, le Parti Communiste Français confirme son ancrage local avec 1 072 élus locaux et devient ainsi la troisième force politique du pays.

Le second tour va avoir lieu le 28 juin prochain, il se fera dans une situation politique nationale inédite, en pleine crise sanitaire, économique et sociale. Les maires sortants seront très certainement jugés sur leur gestion de la crise. Cependant si l'affrontement se fera sur la base du 1er tour et sur les projets municipaux de mars, il n'occultera pas l'incurie gouvernementale face à la pandémie et le positionnement politique inédit notamment sur les questions de santé, de solidarité, de services publics.

Les personnes âgées et les parents de jeunes enfants ont été les 1ers abstentionnistes du 1er tour, mobiliser pour le second tour s'annonce tout aussi compliqué avec la détresse économique dans laquelle vont se retrouver un grand nombre de nos concitoyen.es. D'autant plus que la campagne électorale ne peut pas se dérouler dans les conditions habituelles garantissant une proximité avec les électrices et les électeurs.

Nous en sommes toutes et tous conscient.es : **ce scrutin est déterminant pour marquer un coup d'arrêt aux politiques antisociales appliquées actuellement par le gouvernement et à venir.** Dans ce contexte, l'action d'élus communistes s'avère encore plus déterminant. En Loire-Atlantique, comme ailleurs, les communistes seront, dans ce second tour, mobilisés dans le cadre de l'intérêt général pour protéger les populations, les services publics, le monde du travail et la démocratie locale !

Précarité



Quel monde de demain ? **4**

Hélène Fernandez



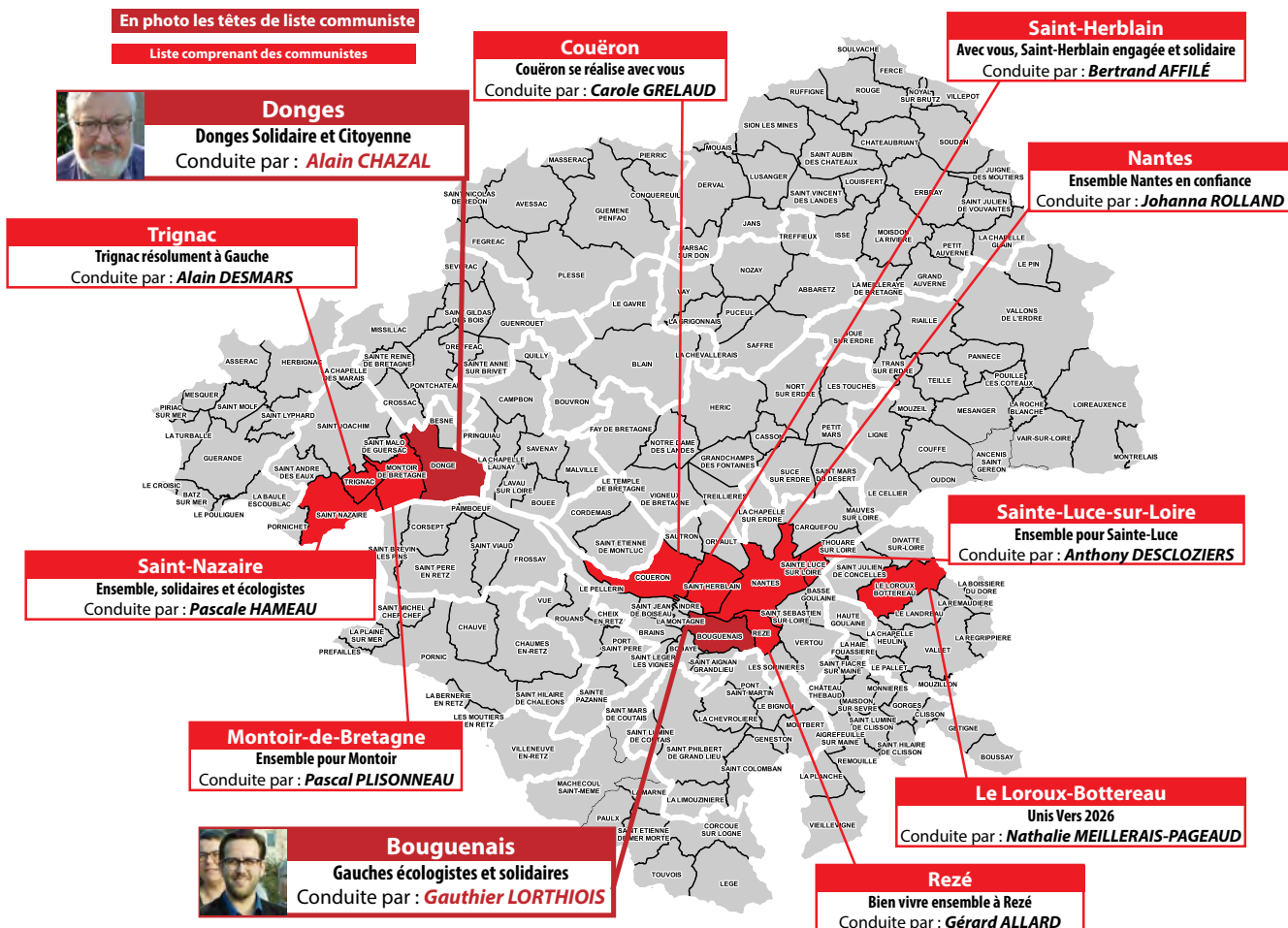
100 ans de combativité **4**

2ème tour des municipales

2

Le 28 juin aura lieu le second tour des élections municipales. En Loire-Atlantique, les militants communistes se sont investis partout où ils étaient présents, dans la construction de listes, de projets de

progrès pour leur communes. Pour ce second tour, ils seront de nouveau au rendez-vous sur des listes de rassemblement de gauche dans les territoires nantais et nazairiens.



Dans l'agglomération nantaise, à Nantes bien sûr, on compte 5 communistes sur la liste conduite par Johanna Rolland, à Bouguenais, c'est le communiste Gauthier Lorthiois qui conduira la liste de gauche dans cette ville de 20000 habitants (voir les témoignages ci-dessous). On compte également des communistes sur la liste conduite par Gérard Allard à Rezé, sur celle conduite par Bertrand Affilé à Saint-Herblain, Carole Grelaud à Couëron, Anthony Descloziers à Sainte-Luce sur Loire. **L'enjeu sera donc la présence d'élus communistes à la métropole nantaise où leur apport depuis des années est capital, notamment dans les domaines des déplacements, du logement ou encore de la gestion de l'eau sur lesquels ils font avancer les enjeux d'accessibilité.**

Du côté de la CARENE, 4 villes sont concernées par le second tour. A Saint-Nazaire, la liste de rassemblement à laquelle participait le PCF a fusionné avec la liste EELV. **Quatre communistes y figurent avec pour chef de file notre camarade Cédric Turcas. A Montoir de Bretagne, les 2 listes de gauche ont également fusionné afin de conserver la ville à gauche.** Là aussi, le PCF est représenté par 4 camarades.

A Donges, la configuration est différente : malgré tous les efforts de nos camarades, conduits par Alain Chazal, pour réussir la fusion des trois listes arrivées à égalité au soir du 1er tour face au maire sortant, certaines ambitions personnelles conduisent les Dongeois.es à une quadrangulaire. A Trignac, Alain Desmars et la liste PCF **se maintiennent au second tour avec la volonté de permettre à la gauche de rentrer à nouveau au conseil municipal.**

Nantes belle et rebelle !



#JR2020

Ensemble Nantes en confiance

Le 28 Juin 2020, je vote pour Johanna Rolland

La situation actuelle voit s'additionner à la crise sanitaire, une crise économique et sociale sans précédents dans l'histoire contemporaine. Se joue désormais sous nos yeux une bataille acharnée entre notre camp social et celui des dominants déterminés à faire avancer leur projet de société. Le scrutin municipal apparaît alors comme une occasion supplémentaire pour renforcer nos pôles de résistance & d'en conquérir de nouveaux.

Après un mandat écoulé dans une configuration de large rassemblement de la gauche

les discussions entre notre liste et celle des verts a ainsi permis de nouer un rassemblement programmatique et stratégique proportionné aux résultats de 1er tour. **Dotons-nous d'une majorité de gauche combative et déterminée le 28 Juin !**

Cette étape passée, les communistes auront à cœur de démontrer aux électeurs ces prochaines semaines, projets contre projets, que leur vie quotidienne sera impactée par les futures politiques municipales. En articulant notre démarche autour d'une vision d'une ville qui protège autant ses habitants que leur environnement, nous aurons à convaincre les salariés et familles populaires de se rendre aux urnes pour se doter demain encore d'élus de gauche dont 5 élus communistes !

Rassemblée, la gauche à Nantes doit faire campagne dans un contexte sanitaire troublé et face à un risque d'abstention très élevé au vu d'une configuration plutôt favorable (triangulaire). Pour autant chaque voix gagnée le 28 Juin 2020 pour notre liste contribuera à envoyer un carton rouge aux forces conservatrices, à renforcer le nombre d'élus de progrès siégeant dans la future enceinte municipale et donc à dessiner un avenir meilleur pour les Nantaises et les Nantais.

A Bouguenais, battre la droite est indispensable



Si l'union de la Gauche est la norme des deux côtés du Bougon depuis les années 70, l'équipage en passe de conserver la Commune dans la ligne du progrès social et environnemental a de quoi surprendre.

Un futur maire communiste, 3 listes de Gauche qui fusionnent pour le second tour sans qu'aucune n'ait la majorité à elle toute seule : une invitation à réinventer la Gauche avec Bouguenais en Commun-s (PS, PCF, non encartés), Bouguenais Avenir Solidaire Ecologique (citoyens non encartés) et Bouguenais Ecologie (dont EELV). Il aura fallu passer par une fusion des programmes avec 3 axes : Préserver notre environnement, notre santé, étendre le pouvoir d'agir (qu'il soit citoyen, associatif ou communal) et être solidaire pour tous, attentifs à chacun... En somme porter des transitions et transformations écologiques, démocratiques et sociales en mettant l'Humain au cœur du projet.

Au premier tour, les trois listes de gauche avaient totalisé 58 % des suffrages : victoire facile ? **« Victoire indispensable » martèle Gauthier Lorthiois, tête de liste et militant PCF, face « à une droite dure qui use de démagogie et abuse les habitants, allant jusqu'à se présenter à eux en se disant de Gauche ! »**

Santé, le jour d'après... dès le 16

La crise sanitaire est un révélateur puissant. Elle prouve, s'il en était besoin, que bien que durement affaibli depuis des années, notre système public de santé incarné par l'hôpital public, ses soignants est d'une utilité vitale pour la population. Il faut donc le renforcer.

Sans protection, sans matériel, les personnels soignants, médicaux et non médicaux des hôpitaux, des EHPAD ont fait face avec responsabilité, compétences et créativité.

Malgré le manque d'effectifs et de moyens de protection engendrés par des années d'austérité, les personnes malades, pendant cette pandémie, ont été prises en charge en toute égalité. Les personnels ont, en effet, pris les affaires en main alors même que notre système hospitalier affaibli, déstructuré, manquant de tout depuis de nombreuses années n'était pas le mieux préparé à accueillir des milliers de malades de ce virus inconnu jusqu'alors.

Quelques chiffres pour rappeler combien notre hôpital public est au bord de l'implosion et le maillage de proximité mis à mal :

- Fermeture de 95 hôpitaux publics de 2013 à 2017 ;
- Près de 70000 lits supprimés en 15 ans : de 2003 à 2013 - 46500 lits, de 2013 à 2016 - 17500 lits, de 2017 à 2018 - 4172 lits. Ce sont 7 milliards d'euros qui ont été ponctionnés sur le dos des hôpitaux publics ;
- Selon la Direction de la Recherche, des Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques (DREES) du ministère des solidarités et de la santé, il faudrait plus de 53% d'infirmier-e-s et observe qu'il manque 30% de médecins à l'hôpital ;
- Un gel des salaires qui perdure depuis 2011 ;
- Le salaire des infirmières en France est au 28^{ème} rang au sein de l'OCDE.

Cette situation percute de plein fouet les aspirations des professionnels à bien faire leur métier et amène souffrance au travail, mal être des soignants ; mécontentement des usagers.

A Nantes, un nouveau lieu au service de la santé



C'est dans ce contexte que la ville de Nantes va se doter d'un nouvel équipement de santé pour remplacer et moderniser l'ancien CHU (qui ne répond plus aux normes en vigueur). La ville, chef-lieu de région, devait se doter d'un nouvel outil de santé ouvert, novateur, aux conditions d'accessibilité renforcées. Le nouvel équipement tel qu'il est pensé devra répondre aux enjeux de la recherche universitaire et de la transmission de celle-ci, mais ce nouveau CHU ne sera pas seulement un pôle d'excellence internationale, il devra, comme l'ont maintes fois rappelé les élus communistes à la ville de Nantes et à la Métropole, être « un pôle de santé de tous les jours, dans la proximité », et c'est là que la centralité du CHU demeure un atout pour répondre aux exigences

de la population. Parking, desserte de transport en commun, le CHU, plus gros employeur de la région (12000 personnes) disposera des équipements nécessaires pour répondre aux nouveaux besoins des habitants. Pour les communistes, ce nouveau CHU, comme tous les équipements de santé ne doit pas subir les coupes sombres austéritaires qui n'ont que trop durées. La proximité exige d'abord de répondre aux besoins de santé de la population et donc de maintenir un nombre de lits suffisants, à Nantes comme ailleurs, c'est la santé avant l'austérité !

La santé n'est pas une marchandise !

C'est pourtant cette logique qui dicte la gestion de notre santé publique depuis les ordonnances de Juppé en 96, en passant par la loi de Bachelot en 2004 qui a introduit la tarification à l'activité (T2A) à l'hôpital mettant en concurrence cliniques privées et hôpitaux publics. Les gouvernements successifs n'ont jamais abrogés cette loi si néfaste pour l'hôpital. Ils ont même clairement poursuivi la gestion comptable et se sont éloignés de la conception de notre système de protection sociale et universelle.

Les grands absents du plan « ma santé 2022 », d'Agnès BUZYN qui se veut réformer « un pilier de la République sociale » sont les inégalités sociales et territoriales de santé ou encore les déterminants de santé favorables ou non pour notre santé. La prévention est aussi une grande oubliée de ce plan ou alors on la retrouve sous l'angle d'obligations, d'interdictions et de contraintes individuelles. On néglige de fait la dimension collective de la prévention, pourtant si incontournable ; on l'a vu dans la période que nous venons de traverser. Ce plan prévoit aussi de réduire les capacités d'action de 300 hôpitaux de proximité en leur supprimant par exemple la maternité ou les urgences...

Un Ségur mal engagé

Pendant des mois, « Les héros en blouse blanche » n'ont cessé de manifester, réclamer haut et fort des lits, des emplois, une reconnaissance salariale. Face au silence assourdissant du gouvernement, ils et elles ont poursuivi leurs actions jusqu'à la démission de 1200 responsables médicaux de leurs fonctions administratives.

Le 13 mars dernier, Macron annonce enfin la mise en place « d'un vaste plan d'investissement et de revalorisation des carrières » pour l'hôpital. En même temps, il commandait une note à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) qui préconisait de favoriser le secteur privé et l'e-santé. Sur le terrain, la loi « ma santé 2022 » se poursuit. Le 1^{er} Ministre articule d'ailleurs la discussion du Ségur avec cette loi. On y voit même de l'indécence dans les propositions de médailles pour les soignants ou de leur présence le 14 juillet sur les Champs-Élysées. Aujourd'hui, ils ont besoin d'actes et non de communication.

Le 16 juin, exigeons ensemble, un plan massif d'investissement pour la santé et les hôpitaux, avec un déblocage immédiat de 10 milliards d'euros, pour embaucher, former les équipes, augmenter les salaires et rouvrir les lits qui ont été fermés. Un moratoire sur les fermetures d'établissements et de services doit être voté. Un véritable partenariat médecine hospitalière et médecine de ville doit être encouragé afin de développer une politique de prévention et d'éducation à la santé.

Une élaboration démocratique de l'évaluation des besoins et des projets médicaux entre organisations syndicales, élu-e-s, associations citoyennes d'usager-e-s doit être facilitée.

Ensemble pour exiger des actes forts pour l'hôpital !

Une autre approche du maintien de l'ordre nécessaire



Le 9 juin dernier, dans toute la France des associations, syndicats, partis politiques, dont le PCF, appelaient à la mobilisation la plus large contre le racisme et les violences policières. A la suite du meurtre de Georges Floyd, dans de nombreux pays, les manifestations ont essaimé.

En France, on ne découvre pas les contrôles discriminatoires qui sont dénoncés depuis de nombreuses années et qui ont déjà conduit à plusieurs scandales (Zyed et Bouna, Adama Traoré...) mais certaines pratiques policières, comme les doctrines d'emploi des forces de l'ordre doivent être sérieusement interrogées.

Contrôles au faciès, usage abusif de la force, utilisation de techniques ou d'armes pouvant être létales lors d'opérations de maintien de l'ordre, la liste est longue des faits reprochés aux forces de police (et à ceux qui les dirigent), par les associations de défenses des droits de l'Homme, mais pas seulement. Des institutions comme l'ONU se sont émues de la répression (les tirs de LBD) lors des manifestations de gilets jaunes par exemple. Une chose est sûre, ces pratiques viennent décrédibiliser l'ensemble d'un corps professionnel dont les Français attendent une présence sur le terrain qui assure une plus grande sécurité quotidienne.



Les résultats de l'enquête du Défenseur des droits, publiée au printemps 2016, et réalisée sur un échantillon de plus de 5 000 personnes montre que, « par rapport à l'ensemble de la population, les jeunes hommes en France, perçus comme arabes/maghrébins ou noirs, ont une probabilité vingt fois plus élevée d'être contrôlés que les autres ». **Et pour exemple, le défenseur des droits, Jacques Toubon de dénoncer « un commissariat de police [qui] a donné des instructions de procéder, dans un secteur, à des contrôles d'identité de « bandes de noirs et nord-africains » et à « l'éviction systématique de Roms et de sans domiciles fixes », et ce, en l'absence de tout comportement préjudiciable ».** Si cet exemple, fort heureusement, ne peut être généralisé, il participe d'une crispation légitime des populations visées.

De plus, comme le dénonce le PCF : « le pouvoir de M. Macron et de son ministre M. Castaner ayant choisi d'instrumentaliser les forces de l'ordre pour affirmer une autorité de plus en plus contestée, on a vu se multiplier les brutalités policières et les actes racistes dans des manifestations ou et des quartiers populaires ». A Nantes l'émotion est encore vive un an après le décès de Steve Maia Caniço noyé dans la Loire après une intervention policière dont la légitimité pose question et qu'avaient dénoncé en son temps les communistes nantais.

Reste un travail important pour pacifier les rapports de la police à la population et retrouver cette proximité qui fait tant défaut aujourd'hui.



MOUVEMENT
JEUNES
COMMUNISTES
DE FRANCE

La précarité, Fera-t-elle le monde de demain ?

L'ouverture du RSA pour les jeunes, une urgence pour construire le monde de demain,

Actuellement, la France connaît une crise sans précédents au niveau économique et social, cette crise a accentué et rendu visible les profondes inégalités de notre système. C'est le cas d'un grand nombre de jeunes qui se trouvent en situation de précarité. **Ils et elles n'ont pas accès au Revenu de Solidarité Active, puisque les conditions d'accès sont très contraignantes voire impossibles pour la plupart des jeunes.** Il ou elle doit « justifier avoir travaillé au moins deux ans à temps complet sur les trois dernières années pour en bénéficier ».



Ces conditions ne tiennent pas compte de la situation réelle, car la plupart des moins de vingt-cinq ans n'ont pas un travail à temps complet, même pas un travail stable. **Ce sont majoritairement des CDD, intérimaires, ubérisés, saisonniers ou jobs à temps partiel.** Cela les expose davantage à la pauvreté, en France 20,1% des jeunes entre 18 et 29 ans vivent sous le seuil de pauvreté, une quantité considérable qui s'est lourdement accentuée pendant le confinement et qui continuera ainsi jusqu'au moins deux ans. **Il est donc inadmissible que des travailleurs et travailleuses qui cotisent, qui sont prélevés de l'impôt sur le revenu, se voient refuser de par leur âge l'accès au RSA.** Ils et elles doivent pouvoir bénéficier d'un des piliers de la solidarité nationale. La survie des jeunes ne doit plus reposer uniquement sur l'aide familiale, car celle-ci est souvent insuffisante.

Cependant, les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la crise se résument à une aide exceptionnelle de 200 € pour les précaires de moins de vingt-cinq ans, ainsi que pour les étudiantes et étudiants ayant perdu leur emploi. Ce n'est qu'une preuve ineffable du mépris du gouvernement envers les jeunes. Cette somme dérisoire ne peut nullement lutter contre la grande pauvreté à laquelle nos jeunes générations sont soumises. Il est donc urgent d'exiger du gouvernement d'ouvrir l'accès au RSA aux jeunes de moins de vingt-cinq ans sans conditions spécifiques et plus largement mettre en place des aides permettant d'aider cette partie de la population laissée sur le carreau depuis des années.

Pour cette raison le Mouvement des Jeunes Communistes de France ainsi que le Parti Communiste Français et plusieurs organisations politiques, syndicales, associatives et de jeunesse sont signataires d'une tribune pour exiger l'accès des moins de vingt-cinq ans au Revenu de Solidarité Active dans les mêmes conditions que leurs aînés. **Ainsi le site www.rsamoinsde25ans.fr cherche à interpeller Gabriel Attal, secrétaire d'État à la jeunesse afin d'obtenir l'élargissement de l'accès des jeunes au RSA.**

Faisons que la solidarité entre générations, entre travailleurs et travailleuses soit la norme pour construire le monde de demain.

Cent ans : une vie d'engagement

Le 2 juin 2020, notre camarade et amie Hélène Fernandez a fêté ses 100 ans. Engagée très jeune dans la lutte contre le fascisme, contre les inégalités, pour la justice, la fraternité et la paix ses convictions ne l'ont jamais quittée.

Hélène naît le 2 juin 1920 à Paris près de la Porte des Lilas. Fille unique, elle grandit et aide ses parents en tant que cartonniers dans l'entreprise familiale.



Profondément marquée par la répression des manifestants qui ripostent à la menace fasciste de 1934, Hélène, âgée de 15 ans, adhère aux Jeunesses Communistes. En 1936, elle rejoint les rangs de l'Union des Jeunes Filles de France (IUFF) dont elle deviendra la secrétaire.

Avec la guerre et l'occupation, l'entreprise familiale périclète. Hélène trouve un emploi à la mairie du 2ème arrondissement et assure la distribution des tickets de rationnement. Engagée dans la Résistance, elle fournit des cartes d'alimentation aux illégaux. Au sein des Comités Féminins Populaires de la résistance, créés par Danièle Casanova, elle aide à la rédaction et aux tirages des journaux et assure les liaisons.

Et ce sera, imprudence et filature à la clé, l'arrestation en 1942. Après 5 jours et 5 nuits sans dormir à la PJ, puis 3 semaines au dépôt, lieu de tortures (la Conciergerie), elle est transférée au camp des Tourelles, Porte des Lilas, le 22 septembre 1942.

Les journées au camp sont longues et monotones. Elle seconde la chef de baraques puis devient l'infirmière du camp. Elle apprend l'espagnol et rencontre Germain Fernandez-Dias, pilote de chasse de l'aviation espagnole, emprisonné lui aussi au camp des Tourelles. Elle tricote des chaussons aux couleurs des drapeaux français et espagnol, sortis clandestinement du camp et vendus au profit des FTP.

Elle s'évade le 23 janvier 1944. Elle est la plus ancienne des internées politiques du camp des Tourelles. Elle retrouve Germain en banlieue parisienne et ils se marient en 1945. Ils ont 4 enfants : 1 fils (décédé en 1960) et 3 filles. A Sainte-Geneviève-des-Bois (Essonne) où ils résident, elle seconde le maire durant 12 années. Germain décède en mars 1988. Hélène vient alors vivre au Croisic et continue jusqu'à aujourd'hui sa vie de militante au sein de la section Presqu'île Guérandaise du PCF.

Mercredi dernier, au cours d'une cérémonie restreinte, Véronique MAHE lui a remis un courrier de Fabien Roussel, notre secrétaire national, qui souligne l'engagement d'Hélène : « Chère Hélène, ainsi une fois la France libérée, c'est à libérer son peuple que tu t'es consacrée au sein de notre parti, luttant pour le bien commun, contre les inégalités, pour la justice sociale, pour la fraternité et la paix. C'est l'âge aussi de notre parti dont tu comptes



parmi les plus anciennes et, de ce fait, les plus précieuses adhérentes. Je tenais donc à te souhaiter, en tant que secrétaire national de ton parti, le PCF, en mon nom, mais aussi bien-sûr au nom de tous les communistes de France un très bel et joyeux anniversaire. »

Hélène est un exemple pour tou.te.s, c'est un honneur de la connaître et de la côtoyer.

Françoise Cabon

Secrétaire de la Section Presqu'île Guérandaise

«Nouvelles de Loire-Atlantique»

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N°0320 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément CHEBANIER
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :



Pedro MAIA
Louis CHRETIEN
Robin SALECROIX

Véronique MAHE
Marie-Annick BENATRE
Dylan PARRA

Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

Chèque à l'ordre de ADF44
A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES